

## ATTITUDE DES CHEFS DE MÉNAGE VIS-À-VIS DE LA LUTTE CONTRE LES ORDURES MÉNAGÈRES : QUEL IMPACT DES VARIABLES QUARTIER DE RÉSIDENCE ET NIVEAU D'ÉTUDES ?

### ATTITUDE OF HEADS OF HOUSEHOLDS REGARDING THE FIGHT AGAINST HOUSEHOLD WASTE: WHAT IS THE IMPACT OF THE VARIABLES RESIDENCE NEIGHBOURHOOD AND EDUCATION LEVEL?

**Koffi Henri DJAHA**

Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan, Côte d'Ivoire  
[kosroe01@yahoo.fr](mailto:kosroe01@yahoo.fr)

**Résumé :** Cette étude vise à montrer que le type de quartier de résidence et le niveau d'études influencent l'attitude des chefs de ménage vis-à-vis de la lutte contre l'insalubrité en Côte d'Ivoire, notamment à Abidjan. Pour ce faire, nous avons administré un questionnaire (échelle d'attitudes) à un échantillon de 120 chefs de ménage à Cocody et Abobo, qui sont respectivement des quartiers résidentiel et précaire. Ces derniers sont repartis en 4 groupes équivalents 2 à 2 par rapport à la taille principalement. En clair, nous avons interrogé les chefs de ménage des deux sexes, peu importe l'âge et le revenu mensuel. Les données recueillies sont traitées à l'aide de la technique statistique du T de Student. Celle-ci révèle deux résultats. Le premier montre que les chefs de ménage habitants des quartiers résidentiels ont une attitude plus favorable ; face à la lutte contre l'insalubrité, que celle de leurs homologues résidants des quartiers précaires. Le second révèle que les chefs de ménage de niveau d'études supérieur manifestent une attitude plus favorable ; face au projet de salubrité ; que leurs pairs de niveau d'études primaire.

**Mots clés :** attitude, chef de ménage, type de quartier, niveau d'études, ordure ménagère.

**Abstract :** This study aims to show that the type of neighborhood of residence and the level of education influence the attitude of heads of household regarding the fight against insalubrity in Côte d'Ivoire, particularly in Abidjan. To do this, we administered a questionnaire (attitude scale) to a sample of 120 heads of household in Cocody and Abobo, which are respectively residential and precarious neighborhoods. These heads of household were divided into four groups, equivalent two by two mainly in terms of size. In other words, we interviewed heads of households of both sexes, regardless of age and monthly income. The data collected are processed using the Student's T statistical technique. This reveals two results. The first shows that heads of households living in residential areas have a more favorable attitude towards the fight against insalubrity than their counterparts living in precarious areas. The second reveals that heads of households with a higher level of education have a more favorable attitude towards the sanitation project than their peers with a primary level of education.

**Key words:** attitude, head of household, type of neighborhood, level of education, household waste.

## Introduction

Les grandes villes sont généralement caractérisées par les infrastructures modernes telles que les universités, les préfectures, les centres de santé (hôpitaux), etc. C'est vers ces villes que tout le monde court parce qu'il y fait bon vivre. Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire, est la plus grande cité du pays. On y trouve des infrastructures très modernes. Toutefois, le développement d'Abidjan est encore loin d'être éclatant à cause des ordures, voire des tas d'immondices qui jonchent les rues et des eaux souillées qui coulent ici et là à travers la ville. Bref, Abidjan la perle des lagunes est devenue celle des ordures. Les populations abidjanaises n'ignorent pas cette réalité. Il suffit de sortir de son salon pour voir ces ordures ou sentir les odeurs nauséabondes émanant de celles-ci.

L'insalubrité ou la pollution est d'autant très préoccupante que non seulement elle ternit l'image des grandes villes, mais impacte négativement l'environnement et, par ricochet, la vie des habitants de celui-ci. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS, 2016) estime que l'insalubrité de l'environnement provoque 12,6 millions de décès par an ; et cela, précise-t-elle, correspond à environ un quart de la totalité des décès dans le monde.

Face à ce danger manifeste, les gouvernants ne restent pas indifférents. Ils recherchent les voies et moyens pour réduire, voire éradiquer ce fléau. Le gouvernement, en 2018, dévoile sa politique de lutte contre l'insalubrité en ces termes : « la politique de gestion des ordures passe d'une économie linéaire à une économie circulaire. Nos opérateurs ne sont pas seulement chargés de la collecte. Ils sont désormais non seulement engagés dans une politique de propreté incluant la collecte, mais aussi dans la pré-collecte, le balayage, le curage des caniveaux, etc. ». Dans le souci de faire mieux, en 2019, le gouvernement crée une brigade verte dotée de moyens modernes afin de renforcer les capacités des agents et améliorer leur réactivité. La gestion des ordures a, par ailleurs, un coût financier à considérer. En effet, selon Brisoux et Elgorriaga (2018), le budget alloué à la gestion des ordures sur la période de 2011 à 2013 a pratiquement doublé, passant de 8 milliards de francs CFA à 14 milliards. En dépit de tous ces efforts, l'environnement continue d'être pollué par les ordures ménagères ; ce qui occasionne sans doute des maladies et décès. Tel est le problème qu'il nous paraît indispensable et urgent de résoudre au moment où la science (la médecine) lutte pour rehausser l'expérience de vie des populations.

La question des ordures ménagères est manifeste en Côte d'Ivoire, notamment à Abidjan. Plusieurs cas en témoignent. Yao-kouassi et al. (2017) attestent ce fait quand ils soulignent qu'il y a un manque de collecte des ordures dans les communes de Cocody et de Yopougon qu'ils ont considérées dans leur étude.

Brisoux et Elgorriaga (2018) reconnaissent l'insalubrité de la ville d'Abidjan en la comparant à Accra (capitale de Ghana). Ils indiquent, en effet, qu'Accra, qui compte environ 4.900.000 habitants, a une production annuelle de déchets estimée à un million de tonnes contre 1.490.000 tonnes pour Abidjan qui compte 4.700.000 habitants. Ces auteurs mettent en exergue la trop forte production de déchets à Abidjan en

mentionnant qu'en 2015, la quantité d'ordure produite était environ de 1.490.000 tonnes et elle s'est élevée, en 2018, à 1.650.000 tonnes soit une hausse de 9,4%.

Le problème, selon ces auteurs, réside surtout dans le fait que ces déchets traînent le long des rues ou constituent des tas d'immondices dans les quartiers. Tout se passe comme si les autorités territoriales ont démissionné ou sont impuissantes face au fléau.

Vivre dans un environnement sain intéresse tout citoyen soucieux de sa santé. Ainsi, plusieurs recherches affluent dans ce sens. Chacune tente de trouver les facteurs déterminants de ce fléau afin de le contrôler.

Nsengiyumva (2013), s'intéressant aux facteurs de l'insalubrité au Burundi, distingue deux types de causes : les causes extérieures qui renferment l'absence de pavage des cours, des allées, le défaut d'entretien des conduites d'eaux ménagères et les causes intérieures qui concernent l'exiguïté des logements et la malpropreté.

Atrenviro (2016) ; mène une étude sur les causes de l'insalubrité à N'djamena. Pour elle, les causes sont plutôt internes qu'externes. Elle a fait allusion au manque d'éducation (89,8%), le manque de sensibilisation (97,6%), le manque de bacs à ordures (97,9%), la non collecte des ordures (99%), l'inefficacité des services (98%), la pauvreté (87,5%), la corruption et le détournement du denier public (89,6%).

Camus (2016) incrimine principalement les conduites humaines. Pour étayer sa thèse, il souligne la pollution de l'air, de l'eau, des sols, l'exposition aux substances chimiques et le rayonnement ultraviolet. Autrement dit, pour lui, c'est l'incivisme.

Legnan (2013) évoque les causes liées à l'évolution démographique. D'après cet auteur, Abidjan seule concentre la majeure partie des activités économiques du pays, le secteur des services regroupe plus de la moitié des activités, les trois quart des rémunérations. Ainsi, le ratio moyen de la quantité de déchets produit par habitant est de 1,04 kg / habitants / jour. Legnan précise que ce taux est de 0,41 kg / habitants / jour dans les quartiers précaires et de 1,23 kg/ habitants / jour dans les zones résidentielles.

Pour Yao-Kouassi et al. (2017), l'insalubrité constatée dans le district d'Abidjan tout entier est le fait d'un système de gestion quasi défaillant, un système de gestion des déchets qui est à l'agonie. L'Etat ivoirien n'a pas de solutions face au problème de la collecte des déchets ménagers. Ceci corrobore le rapport de Brisoux et Elgorriaga (2018) qui souligne que depuis l'ordonnance de 2007 qui abroge certaines dispositions de la loi de décentralisation de 2003, les collectivités territoriales n'ont plus la compétence de la gestion des ordures ménagères et de la lutte contre l'insalubrité. Ainsi, les pré-collecteurs sont des jeunes du quartier ou des adultes au chômage qui travaillent sur la base de contrats verbaux avec les ménages. Ils récoltent leurs déchets en échange d'une rémunération mensuelle généralement comprise entre 1000 francs CFA et 1500 francs CFA. Il importe de noter qu'un tel fonctionnement reste discriminatoire vu que tous les ménages n'ont pas les mêmes revenus financiers.

Ces études confortent notre centre d'intérêt à savoir l'impact du type de quartier de résidence et du niveau d'études sur l'attitude des chefs de ménage à l'égard des ordures ménagères. Mais que renferment les mots clés de ce sujet ?

Le chef de ménage est l'homme ou la femme responsable de la famille. Le type de quartier de résidence est saisi comme la commune ou le quartier dans lequel vit l'individu quotidiennement. Le niveau d'études, ici, est appréhendé comme la dernière classe fréquentée par le sujet. Il renvoie au niveau d'instruction. L'attitude, quant à elle, est la prédisposition du sujet face à un fait, un évènement, un phénomène, etc. Enfin, les ordures ménagères concernent les ordures provenant des ménages c'est-à-dire des familles ou foyers.

L'incidence que le type de quartier de résidence et le niveau d'études peuvent avoir sur l'attitude s'éclaire de deux théories : la théorie sociale cognitive de Bandura (1986) et la théorie de l'action raisonnée mise au point par Ajzen et Fishbein (1975).

La théorie sociale cognitive stipule que l'influence de l'environnement sur les comportements est certes essentielle, mais, à l'inverse de ce que l'on trouve dans les théories béhavioristes de l'apprentissage (conditionnement classique et opérant), une place importante est faite aux facteurs cognitifs. Ceux-ci, selon Bandura, peuvent influencer à la fois sur le comportement et sur la perception de l'environnement. Cette perception est, en effet, plus déterminante que les conditions réelles dans lesquelles se trouve l'individu. Pour Bandura, les humains ne répondent pas seulement à des stimuli mais ils les interprètent. Il précise, en outre, que les croyances d'un individu à l'égard de ses capacités à accomplir avec succès une tâche ou un ensemble de tâches sont à compter parmi les principaux mécanismes régulateurs des comportements. Ramenée à notre étude, cette théorie explique l'attitude favorable ou défavorable des habitants selon leurs quartiers de résidence. En effet, les individus vivant dans les quartiers huppés peuvent avoir une perception et interprétation positives de la lutte contre la pollution. Ils croient qu'il est possible de rendre l'environnement sain. A l'inverse, ceux des quartiers populaires, précaires ont une perception et une interprétation plutôt négatives ou peuvent être indifférents de toute politique visant l'assainissement de leur milieu de vie.

La théorie sociale cognitive reste toutefois insuffisante pour expliquer le lien entre le niveau d'études et l'attitude des Abidjanais à l'égard de la lutte contre les ordures ménagères. C'est le lieu d'invoquer la théorie de l'action raisonnée d'Ajzen et Fishbein (1975). Celle-ci postule que l'adoption d'un comportement est tributaire d'une intention, c'est-à-dire d'une motivation. En clair, selon cette théorie, pour qu'un comportement soit adopté, il faut que la personne ait l'intention de le mettre en œuvre. Cette intention est déterminée par une attitude personnelle à l'égard du comportement d'une part et des normes subjectives d'autre part.

L'attitude personnelle est, elle-même, influencée par les croyances de la personne sur les conséquences de l'adoption du comportement ; c'est-à-dire la croyance en la probabilité de résultat positif ou négatif et par l'évaluation, par la personne, des conséquences de l'adoption du comportement. Les normes subjectives

quant à elles, renferment les croyances normatives qui renvoient à l'importance que la personne accorde à ce que les autres pensent d'elle et la motivation de l'individu à se conformer à l'opinion des autres. En fait, selon cette théorie, le comportement d'un individu n'est pas fortuit mais réfléchi.

La théorie de l'action raisonnée va expliquer sans doute l'influence du niveau d'études sur l'attitude des Abidjanais vis-à-vis de la lutte contre les ordures ménagères. En effet, les individus ayant un niveau d'études élevé ou supérieur sont capables d'analyser les situations avant de prendre une décision ; ce qui n'est pas toujours le cas chez les sujets de niveau d'études faible ou primaire qui adoptent souvent des comportements sans une profonde analyse. Ainsi, les Abidjanais de niveau d'études supérieur ayant perçu les conséquences positives de la lutte contre la pollution pourraient avoir une attitude favorable tandis que ceux de niveau d'études primaire incapables d'entrevoir les avantages d'une telle politique ne peuvent qu'adopter une attitude défavorable.

Les considérations précédentes nous suggèrent les hypothèses opérationnelles suivantes :

- les chefs de ménage vivant dans les quartiers résidentiels ont une attitude plus favorable que celle de leurs homologues de quartiers précaires vis-à-vis de la lutte contre les ordures ménagères.
- les chefs de ménage ayant un niveau d'études supérieur développent une attitude plus favorable que leurs pairs de niveau d'études primaire à l'égard de la lutte contre les ordures ménagères.

La vérification de ces hypothèses implique une démarche méthodologique qu'il est important de présenter.

## **1. Méthodologie**

Cette partie s'intéresse à la description des variables de la recherche, l'échantillon de l'étude et la technique d'investigation utilisée.

### **1.1. Description des variables**

Les hypothèses précédemment émises laissent transparaître deux types de variables : deux variables indépendantes ; (le type de quartier et le niveau d'études) et une variable dépendante qui est l'attitude.

Le type de quartier renvoie au standing, à la position au plan social du quartier. Il suppose également le niveau de développement du quartier. C'est une variable qualitative qui admet deux modalités : quartier résidentiel et quartier précaire. Un quartier résidentiel est un quartier huppé, moderne où logent en général les cadres. Le quartier précaire, au contraire, est un quartier qui regorge peu ou pas du tout d'infrastructures modernes, un quartier généralement peuplé par des ouvriers et manœuvres.

Le niveau d'études désigne le cycle scolaire ou plus précisément le niveau que le sujet a pu atteindre à l'école. Cette variable est de nature qualitative. Elle a naturellement trois modalités à savoir le niveau primaire (de CP1 au CM2), secondaire (de la 6<sup>ème</sup> à la classe de terminale) et supérieur (titulaire d'au moins le baccalauréat). Cependant, pour cette étude nous retenons deux modalités : le niveau d'études primaire et supérieur dont le choix réside dans le fait que l'écart entre les niveaux nous permet d'appréhender plus clairement l'impact du niveau d'études sur l'attitude.

La variable dépendante est l'attitude. Elle est saisie comme une prédisposition à agir dans telle ou telle direction. C'est une variable quantitative. Ici, nous avons eu recours à l'échelle d'attitude de Likert (1932). Adaptée à notre étude, cette échelle comporte 12 items ayant 4 modalités allant de 1 à 4 points : « pas du tout d'accord » ; « pas d'accord » ; « d'accord » ; « tout à fait d'accord ». Le sujet a une attitude plus favorable vis-à-vis de la lutte contre l'insalubrité lorsqu'il prend soins de son environnement physique en jetant les ordures dans les poubelles, il ne favorise pas la création des tas d'immondices en dénonçant lui-même souvent les personnes qui salissent les lieux publics. A l'inverse, cette attitude est jugée peu favorable lorsque le sujet jette des ordures n'importe où, n'importe comment et favorise la création anarchique des poubelles sur les voies publiques. Il est prêt à satisfaire ses besoins physiologiques (uriner, déféquer) en plein air, dans les jardins publics, etc. Ces attitudes sont traduites en score pour chaque sujet.

## 1.2. *Echantillon*

La présente étude est réalisée à Abidjan, notamment dans deux communes, Cocody (Rivière 3, palmeraie) et Abobo (derrière rail). Ces communes, qui représentent respectivement les quartiers résidentiels et précaires, ont été tirées au hasard parmi les communes que renferme la capitale économique.

Située dans le Nord d'Abidjan – capitale économique de la Côte d'Ivoire - Cocody est une commune résidentielle dont certains quartiers ont conservé des maisons construites dans un style dit colonial. Cocody est la commune des classes les plus aisées de la société ivoirienne. On y trouve beaucoup d'expatriés. Elle comprend des quartiers tels que Cocody Danga, Blokosso, Angré-château, Deux Plateaux, Riviera, etc. Selon le gouvernement ivoirien (2022), la population était estimée, en 2014, à 447.055 habitants pour une superficie de 132 kilomètres carrés soit une densité de 3.387 habitants par kilomètre carré.

Situé dans le nord d'Abidjan, à une dizaine de kilomètres du centre-ville, Abobo est un ancien village de la sous-préfecture de Bingerville et l'une des 13 communes du district d'Abidjan (UN-Habitat, 2012). Cette même source révèle que ladite commune regroupe 28 quartiers et villages et compte environ 1.500.000 habitants pour une superficie 90 kilomètres carrés soit une densité de 16.667 habitants par kilomètre carré. Abobo abrite la gare ferroviaire du Banco qui relie la Côte d'Ivoire au Niger en passant par le Burkina Faso. Pour cette raison, cette commune compte plusieurs étrangers

venus essentiellement de ces deux pays. Ainsi, rapporte la même source, son taux d'accroissement annuel s'élève à 2,69%.

N'ayant pas une base de données récente pouvant nous permettre de recourir au procédé probabiliste qui est le meilleur, nous avons construit un échantillon de 120 sujets à l'aide de la technique d'échantillonnage dite accidentelle. Encore appelée sur place, cette technique implique un plan quasi expérimental que voici :

**Tableau I :** composition de l'échantillon

Lieu d'habitation \ Niveau d'études	Cocody (palmeraie)	Abobo (derrière rail)	total
supérieur	G1 = 30	G2 = 30	60
primaire	G3 = 30	G4 = 30	60
total	60	60	120

- le groupe 1 renferme les sujets habitant la Commune de Cocody ayant un niveau d'études supérieur,
- le groupe 2 comprend les sujets qui résident la Commune de Cocody ayant un niveau d'études primaire,
- le groupe 3 regroupe les sujets vivant dans la Commune d'Abobo ayant un niveau d'études supérieur,
- le groupe 4 contient les sujets habitant la Commune d'Abobo ayant un niveau d'études primaire.

Il convient de souligner que les sujets enquêtés sont des chefs de ménage (hommes et femmes). Le choix de cette catégorie de la population s'explique par le fait que les décisions relatives à l'entretien de la maison leur reviennent exclusivement. Ils sont responsables de la sécurité sanitaire de la famille. A ce titre, ils sont censés éduquer ou sensibiliser leurs progénitures et collatéraux sur l'assainissement de leur environnement de vie.

La technique consiste à interroger tous les chefs de ménage résidant dans les quartiers ci-dessus indiqués, respectant la consigne relative au niveau d'études que nous rencontrons au hasard. La fiabilité de nos résultats exige par ailleurs une technique d'investigation assez congruente.

### **1.3. Le matériel**

Nous avons utilisé, pour la collecte des données, un questionnaire comportant deux grandes parties. La première, consacrée à l'identification des sujets, renferme 3 items en rapport avec le statut social, le lieu d'habitation et le niveau d'études ; la seconde vise à mesurer l'attitude des sujets. Ici, nous avons recours à l'échelle d'attitude de Likert (1932). Adaptée à la présente étude, cette échelle comporte 12 items, dont 6 de valence positive et 6 autres de valence négative, ayant 4 modalités

allant de 1 à 4 points : « pas du tout d'accord » ; « pas d'accord » ; « d'accord » ; « tout à fait d'accord ». L'administration de cette échelle a permis d'obtenir des données qui ont subi un traitement statistique.

## 2. Résultats

Les informations recueillies fournissent deux niveaux de résultats :

### 2.1. Quartier de résidence et attitude des chefs de ménage.

L'attitude, étant une variable quantitative, le test du T de Student est appliqué pour apprécier l'influence du type de quartier sur l'attitude des chefs de ménage. Il est appliqué aux données du tableau ci-après.

**Tableau II :** Distribution des moyennes des chefs de ménage en fonction du quartier d'habitation.

	Effectifs	Moyennes (M)	Ecart-types	T de Student	Significativité
Chefs de ménage de quartiers résidentiels	60	M1 =33,917	9,3994	9,846	P ≤ 0,001
Chefs de ménage de quartiers précaires	60	M2 =19,933	5,7161		

La valeur du T calculé s'établit à 9,846. Elle est significative au seuil de probabilité .01. C'est l'indice de l'existence d'une différence indicative entre les chefs de ménage habitant les quartiers résidentiels et ceux de quartiers précaires quant à leur attitude vis-à-vis de la lutte contre les ordures ménagères.

Une analyse comparée des données du tableau précédent fait apparaître une supériorité du score moyen de l'attitude des chefs de ménage vivant dans les quartiers résidentiels (M1 = 33,917) sur leurs pairs résident dans les quartiers précaires (M2 = 19,933).

### 2.2. Niveau d'études et attitude des chefs de ménage.

Pour tester l'impact du niveau d'études sur l'attitude des chefs de ménage vis-à-vis de la lutte contre l'insalubrité, le critère de signification du T de Student est utilisé sur les données du tableau ci-après.

**Tableau III:** Répartition des moyennes des chefs de ménage en fonction du niveau d'études.

	Effectifs	Moyennes (M)	Ecart-types	T de Student	Significativité
Chefs de ménage ayant un niveau d'études supérieur	60	M1= 33,717	9,5830	9,350	P ≤ 0,001
Chefs de ménage ayant un niveau d'études primaire	60	M2 =20,133	5,8988		

Le tableau ci-dessus indique une valeur de T calculé égal à 9,350 significative au seuil de probabilité .01. Il en résulte qu'il y a une différence significative entre les chefs de ménage de niveau d'études supérieur et ceux de niveau d'études primaire quant à leur attitude vis-à-vis de la lutte contre les ordures ménagères. Autrement dit, le niveau d'études influence significativement l'attitude des chefs de ménage. La preuve nous est fournie par le fait que le score moyen de l'attitude des chefs de ménage ayant un niveau supérieur (M1 = 33,717) est plus élevé que celui de leurs pairs de niveau d'études primaire (M2 = 20,133).

### 3. Discussion

Cette recherche vise à montrer que le type de résidence et le niveau d'études déterminent l'attitude des chefs de ménage vis-à-vis de la lutte contre l'insalubrité. Deux résultats émanent de cette étude. L'un révèle que les résidents des quartiers résidentiels ont une attitude plus favorable face à la lutte contre l'insalubrité que celle de leurs pairs de quartiers précaires. Ce résultat montre que le type de quartier habité influence significativement l'attitude des chefs de ménage. Ceci indique que la première hypothèse selon laquelle l'attitude des chefs de ménage vivant dans les quartiers résidentiels, vis-à-vis de la lutte contre l'insalubrité, est plus favorable que celle de leurs homologues de quartiers précaires est confirmée.

Une telle conclusion est éclairée par la théorie sociale cognitive de Bandura (1986) qui stipule que les individus ne répondent pas seulement à des stimuli mais les interprètent. Autrement dit, ce ne sont pas seulement les conditions réelles de l'environnement qui déterminent le comportement du sujet mais aussi la perception, l'interprétation qu'il en fait.

Il y a une interaction entre l'individu et son environnement. Autant celui-là influence celui-ci, autant celui-ci influence celui-là. Ainsi, à travers une communication non

verbale, l'environnement enseigne, éduque ses occupants. Un quartier huppé à travers son environnement physique (les fleurs et le gazon bien taillés, les rues bitumées et toujours balayées,...) dicte ses lois de propreté à ses habitants qui, au fil du temps, finissent par prendre conscience. Le sujet vivant dans un quartier résidentiel se voit obligé d'être propre et de rendre sain son environnement. De manière tacite l'individu adopte une conduite ou un style de vie qui le met en conformité avec le milieu. Un tel individu, ainsi éduqué, ne peut que développer une attitude favorable vis-à-vis de la lutte contre l'insalubrité.

Outre l'environnement physique, l'environnement social contribue au changement d'attitude chez le sujet. En effet, la propreté observée chez les voisins finit par contaminer. Un adage ne dit-il pas qui se ressemblent s'assemblent? Un individu normal dont les voisins sont propres ne peut demeurer dans la saleté. Il va s'éduquer à être propre, en soignant son habillement, sa chambre, son salon et en dehors de sa maison. L'habitant du quartier huppé ainsi conditionné, a une interprétation positive de son milieu de vie. Il perçoit, en effet, celui-ci comme indispensable à son état de santé. Cette connaissance naïve et vague qu'il a de l'impact de l'environnement sur sa santé l'amène à avoir une attitude favorable vis-à-vis de la lutte contre l'insalubrité.

A l'inverse, le sujet vivant dans le quartier précaire, toujours sale, souillé s'est habitué à ce milieu qui n'a pas de norme sur la propreté. C'est un environnement où règne le laisser aller. Aucun voisin ne peut servir de modèle en matière de propreté. La perception et l'interprétation que le sujet a de ce milieu sont différentes de celui des quartiers huppés. Contrairement à celui-ci, le sujet de quartier précaire ne voit pas le lien entre son environnement et sa santé. Il a par conséquent une analyse très simpliste de la situation. Pour lui, l'insalubrité n'a aucun impact sur la santé de l'homme tant qu'il est aussi en bonne santé que celui qui vit dans un quartier résidentiel. Il a une philosophie qui fonde son attitude et son comportement : « La malpropreté ne tue pas africain ». Un tel sujet ne peut qu'avoir une attitude moins favorable face au projet de salubrité.

Les conclusions d'autres recherches corroborent celle-ci. Dongo et al. (2008) conduisent une étude sur l'insalubrité dans des quartiers précaires de la Commune de Yopougon (Abidjan, Côte d'Ivoire). Ils montrent que, dans ces quartiers, la proximité géographique du canal d'évacuation des eaux usées détermine souvent l'attitude et le comportement des ménages dans la gestion des ordures ménagères. En effet, ils révèlent que les ménages situés non loin du canal perçoivent celui-ci comme une décharge d'ordures. Par conséquent, les populations trouvent normal d'y déverser les déchets et ordures. Comme nous pouvons le voir les réalités des quartiers précaires conditionnent ou déterminent l'attitude des habitants.

La littérature scientifique sur l'attitude des individus vis-à-vis de la lutte contre l'insalubrité selon le type de quartier habité n'est pas abondante. Certains travaux tentent de montrer les insuffisances dans la sensibilisation des populations en soulignant la précarité des quartiers habités. C'est le cas de Kassoum (2007) qui mène, sur une période de six mois, une recherche relative à la perception de l'environnement

chez les populations de quartiers précaires du District d'Abidjan. Il montre que la grande majorité des ménages interrogés soit 44% assimile l'environnement au cadre de vie et en prend soin ; une autre proportion importante (21%) l'assimile à l'entourage immédiat et le protège. Par contre, 35% des sujets enquêtés n'appréhendent pas l'environnement ni comme le cadre de vie ni comme l'entourage immédiat et donc ne se préoccupent de sa protection malgré qu'ils soient bien informés comme tout le monde. Il conclut donc qu'une campagne de sensibilisation et d'informations de proximité en faveur des habitants de quartiers précaires serait plus pertinente.

Le second résultat indique que les chefs de ménage d'un niveau d'études supérieur ont une attitude plus favorable ; face à la lutte contre l'insalubrité ; que celle de leurs homologues de niveau d'études primaire. Ce résultat montre que la seconde hypothèse qui stipule que les chefs de ménage de niveau d'études supérieur ont une attitude plus favorable que celle de leurs pairs de niveau d'études primaire vis-à-vis de la lutte contre l'insalubrité est confirmée.

Cette conclusion corrobore la théorie de l'action raisonnée d'Ajzen et Fishbein (1975) qui postule que, pour qu'un comportement soit adopté, il faut que le sujet ait l'intention de le mettre en œuvre. Autrement dit, la conduite ou le style de vie des individus ne relève pas du hasard ou d'un simple conditionnement mais est fondé sur un savoir, une logique, un raisonnement.

Le sujet de niveau d'études supérieur a une connaissance claire et précise de l'environnement, de l'interaction qu'il y a entre celui-ci et l'homme, de l'impact sanitaire que le milieu de vie a sur les habitants. Ayant une connaissance de la chaîne alimentaire, il sait que les ordures ménagères sont le nid des asticots, lesquels provoquent l'arrivée de certains insectes et animaux (reptiles, rats, souris, cafards ...) nuisibles à la vie humaine. Il sait que les odeurs nauséabondes que dégagent les poubelles ou les tas d'immondices renferment des microbes qui peuvent infecter les organes humains très sensibles tels que les poumons, les voies respiratoires, etc. Au regard de tout ce qui précède, le sujet de niveau d'études supérieur sait que sa santé dépend en partie de la propreté de son milieu de vie. Plus celui-ci est propre, moins il sera infecté et tombera malade. Il sait également que la pollution de l'environnement est à proscrire. Bref, il a une culture occidentale qui rime avec la propreté. Ainsi, le sujet d'un niveau d'études supérieur, pour sa santé physique et mentale et celle des voisins, va adopter une culture de propreté. Il soigne son habillement, sa chambre, son salon et les environs de sa maison. Un tel sujet ne peut qu'être favorable à tous projets de lutte contre l'insalubrité.

Le sujet de niveau d'études supérieur fait partie d'une classe sociale qui se distingue par son niveau intellectuel, un savoir-être et un savoir-vivre. Au regard de son niveau d'instruction, le sujet de niveau d'études supérieur a tendance à se donner une image valorisante. Il adopte, par conséquent, un style de vie qui l'oblige à proscrire la malpropreté. Il se soucie de la vue critique de ses amis de même classe sociale qui pourraient le visiter. Ainsi donc, même quand il est dans une situation d'extrême

pauvreté, il cherche à soigner son image de soi, sa dignité au prorata de son niveau d'études. Il s'évertue à vivre dans la propreté et ne peut qu'encourager toute politique visant à lutter contre la prolifération des ordures ménagères.

A l'inverse, le sujet de niveau d'études primaire, n'ayant aucune connaissance précise sur l'environnement, le rapport entre celui-ci et la santé de l'homme, il est incapable de faire une analyse systématique et s'engager dans une quête perpétuelle de la propreté. Il ignore que la bonne santé commence par l'hygiène chez soi et de notre environnement de vie. Il a une analyse erronée complètement opposée à celle de l'habitant de quartier résidentiel. En effet, pour lui, certaines maladies telles que le diabète, l'hypertension artérielle, le corona virus, etc. proviennent de la recherche de propreté. Il pense que les grands malades proviennent des quartiers résidentiels. Par ailleurs, le sujet ayant un niveau d'études primaire estime qu'il a échoué dans la vie et donc il a tendance à se sous-estimer. Vu la faible image de soi qu'il s'octroie il choisit des compagnons de même niveau intellectuel, moins exigeants en matière de propreté. Avec eux, il ne se voit obligé d'observer la propreté ni chez lui, ni en dehors de sa maison. Un tel individu ne peut qu'être hostile ou insensible à la lutte contre l'insalubrité.

Ce résultat va également dans le sens de certaines conclusions. Nous devons cependant le souligner, celles-ci ne mettent pas expressément en lien l'attitude face à l'insalubrité et le niveau d'études tel qu'appréhendé dans cette étude. Kalonga Pandi (2009) entreprend une étude dans la zone de santé Ngaba (Kinshasa, Congo) où il montre que l'insalubrité péri domiciliaire dans la zone susmentionnée est tributaire du manque d'instruction chez les populations.

Moussa et Samba (2015) mènent une recherche dans les régions de Louga, Saint Louis et Matam (Sénégal). Leur travail porte sur le rapport entre les connaissances, l'attitude et la pratique en matière d'hygiène des populations. Ils rapportent que le niveau d'instruction du chef de ménage compte beaucoup vu que les informations relatives à la salubrité sont diffusées à travers la radio et la télévision dans une langue qui requiert un certain niveau d'instruction.

Etienne (2013) entreprend une étude dont l'objectif est de décrire les comportements adoptés par des populations envers l'environnement. Il montre que les individus sont guidés par leur fond culturel. En effet, il montre que ces derniers, lors de leur déplacement des campagnes vers les villes, exportent leurs modes de gestion traditionnels des déchets. Dans les campagnes, précise-t-il, les ordures ménagères et autres déchets domestiques sont déversés dans la broussaille ou dans les milieux inhabités. Or, en ville, il n'y a quasiment plus de brousse, de ce fait, les endroits inhabités constituent la poubelle. Ici, l'auteur ne parle pas de niveau d'études, mais en parlant de fond culturel des individus venus des campagnes, il fait allusion à des sujets de niveau d'études primaire ou analphabètes.

## Conclusion

Cette étude vise à montrer les facteurs qui expliquent la persistance des ordures ménagères dans les rues d'Abidjan en dépit des efforts consentis par les gouvernants. Nous étudions de ce fait l'attitude des chefs de ménage en incriminant le type de quartier et le niveau d'études de ces derniers. Deux résultats découlent des investigations. L'un montre que les chefs de ménage des quartiers précaires ont une attitude moins favorable que celle de leurs homologues de quartiers résidentiels qui adhèrent à un tel projet. L'autre résultat indique que les sujets de niveau d'études supérieur adoptent une attitude plus favorable que leurs pairs de niveau d'études primaire face à la lutte contre l'insalubrité. Au regard de ce qui précède, nous notons que la bataille pour l'assainissement de l'environnement ne peut être gagnée sans le changement d'attitudes des populations. Lequel changement suppose la considération de quelques propositions de solutions.

L'environnement, nous l'avons dit, influence, éduque ou conditionne les individus qui y vivent. De ce fait, les gouvernants devraient songer à transformer les quartiers précaires en résidentiels en les lotissant pour éviter le désordre, en y construisant des infrastructures de haute standing. Dans de telle situation, on n'aura, sans doute, pas besoin de campagne de sensibilisation.

En outre, la politique d'alphabétisation est à encourager. Un taux plus élevé de scolarisation et d'alphabétisation jusqu'à l'obtention du baccalauréat est un gain pour les gouvernants qui désormais feraient moins d'effort pour un changement d'attitude favorable vis-à-vis de la lutte contre l'insalubrité.

## Références bibliographiques

- Ajzen, I. & Fishbein, M. (1975). *Belief, attitude, intention and behavior an introduction to theory and research*. Reading, MA : Addison-Wesley.
- Atrenviro (ONG) (2016). Les causes de l'insalubrité de la ville de N'djamena. *Rapport*. <https://atrenviro.pro/publications>. Consulté le 23 Août 2021.
- Bandura, A. (1986). *Social foundation of thought and action*. Prentice hall ; Englanwood chiffs.
- Brisoux, L. & Elgorriaga, P. (2018). Les enjeux de la gestion des déchets à Abidjan : la vitrine de la Côte d'Ivoire face aux défis de l'insalubrité. *Rapport d'expertise*. Documents. Plateforme-re-sources.org. Consulté le 05 Avril 2022.
- Camus, G. (2016). L'insalubrité de l'environnement à l'origine du quart des décès dans le monde. *Rapport*. <https://planet-vie.ens.fr/breves>. Consulté le 23 Août 2021.
- Dongo, K., Kouamé, F.K., Koné, B., Biém, J., Tanner, M. & Cissé, G. (2008). Analyse de la situation sanitaire des quartiers défavorisés dans le tissu urbain de yopougon à Abidjan, Côte d'Ivoire. *Vertigo-la revue électronique en sciences de*

- l'environnement*. Volume 8 Numéro 3. [urnals.openedition.org](http://urnals.openedition.org). Consulté le 05 Avril 2022.
- Etienne, K. (2013). Problématique de l'insalubrité à Djougou : un regard socio anthropologique sur la gestion des déchets solides. *Mémoire de maitrise de sociologie-anthropologie*. Bénin, université d'Abomey-Calavi (Bénin).
- Gouvernement ivoirien (2018). Lutte contre l'insalubrité : le gouvernement lance un système de gestion des déchets. *Rapport*. <https://www.gouv.ci>. Consulté le 23 Août 2021.
- Gouvernement ivoirien (2019). Lutte contre l'insalubrité : une brigade verte plus dynamique bientôt à l'œuvre. *Rapport*. <https://www.gouv.ci>. Consulté le 23 Août 2021.
- Gouvernement ivoirien (2022). Cocody : commune d'Abidjan. *Rapport*. [fr.m.wikipedia.org](http://fr.m.wikipedia.org). Consulté le 07 Avril 2022.
- Kalonga Pandi, A. (2009). L'évaluation des connaissances sur les paramètres affectants l'insalubrité péri domiciliaire dans la zone de santé de Ngaba. *Mémoire*. <https://www.memoireonline.com>. Consulté le 02 Avril 2022.
- Kassoum, T. (2007). De la sensibilisation des populations à la gestion de l'environnement urbain dans les quartiers précaires d'Abidjan. *Étude de la population africaine*, volume 22. N°2. [www.bioline.org.br](http://www.bioline.org.br). Consulté le 1<sup>er</sup> Avril 2022.
- Moussa, D.S. & Samba, C.S. (2015). Enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) en matière d'hygiène des populations de la zone de concentration opérationnelle bénéficiaires du programme santé de base le SENO27. *Rapport*. [www.santé.gouv.sn](http://www.santé.gouv.sn). Consulté le 01 Avril 2022.
- Legnan, S. (2013). Des causes démographiques de l'insalubrité à Abidjan. *Rapport*. <https://www.ladissertation.com>. Consulté le 22 Août 2021.
- Likert, R. (1932). A technique for the measurement of attitudes. *Archives of psychology*, 22 140, 55. [Psycnet.apa.org](http://Psycnet.apa.org). Consulté le 09 avril 2022.
- Nsengiyumva, E. (2013). Les facteurs déterminant le risque associé à l'habitat insalubre en milieu urbain. Une étude transversale à visée analytique réalisée en commune urbaine de Buyenzi au Burundi. *Mémoire de licence en Science de la santé publique*. <https://www.memoireonline.com>. Consulté le 22 Août 2021.
- OMS (2016). L'insalubrité de l'environnement provoque 12,6 millions de décès par an. *Rapport*. <https://www.who.int/fr>. Consulté le 24 Août 2021.
- UN-habitat (2012). Côte d'Ivoire : Profil Urbain d'Abobo. *Rapport*. [unhabitat.org](http://unhabitat.org). Consulté le 07 avril 2022.
- Yao-kouassi, Q.C., Gohourou, F. & N'guessan, K.G. (2017). Collecte des déchets ménagers et croissance urbaine dans les communes de Cocody et Yopougon (District d'Abidjan, Côte d'Ivoire). *Déchets Sciences et Techniques*, n°76. [lobel.irevues.inist.fr / déchets](http://lobel.irevues.inist.fr/déchets). Consulté le 24 Août 2021.